

---

---

## Lettre ouverte

---

Sujet: Université de l'Ontario français

Les nombreux débats ayant présentement cours sur le postsecondaire en français démontrent à quel point les Franco-Ontariennes et les Franco-Ontariens de partout dans la province tiennent en leurs institutions et veulent les voir s'épanouir.

En 2013-2014, le Regroupement étudiant franco-ontarien (RÉFO), avec la collaboration de la Fédération de la jeunesse franco-ontarienne (FESFO) et de l'Assemblée de la francophonie de l'Ontario (AFO), avait organisé les États généraux sur le postsecondaire en Ontario français. Cet important exercice communautaire avait réitéré l'objectif de rapatrier tous les programmes universitaires au sein d'une gouvernance par et pour les francophones.

Alors que la communauté franco-ontarienne exprimait le souhait d'établir un réseau postsecondaire en français géré par et pour les francophones, et véhiculait ce message depuis les États généraux, le gouvernement de l'Ontario répondait le 14 novembre 2017 par le dépôt du projet de loi 177 proposant la création de l'Université de l'Ontario Français (UOF). Le gouvernement voulait répondre au besoin criant et légitime d'améliorer la programmation universitaire en français à Toronto. Après tout, le Centre-Sud-Ouest est la région de l'Ontario où la démographie francophone est en croissance importante et est la plus jeune.

Bien que nous avons critiqué sur certains points le projet à l'époque, nous l'avons accepté. Pourquoi? Nous avons deux choix. Refuser le projet, sachant très bien que les universités bilingues n'accepteraient jamais le rapatriement unilatéral des programmes en français vers une entité légale gérée par et pour les francophones. Un refus nous aurait fait perdre une occasion qui ne serait pas représentée de si tôt. Le deuxième choix était de l'accepter. Puisque la charte de l'UOF lui donne la flexibilité de développer un mandat provincial et puisqu'il fallait saisir l'occasion de rehausser la programmation universitaire en français dans le Centre-Sud-Ouest de la province, nous avons choisi cette option.

Accepter ce projet ne signifiait pas la fin du rêve d'un réseau postsecondaire en français. C'était plutôt le début d'un nouveau chapitre. Nous visons, et nous viserons toujours, la mise en place d'une gouvernance universitaire par et pour les francophones dans l'ensemble de la province.

L'UOF est notre porte d'entrée. Notre première institution universitaire gérée par et pour les francophones. C'est le début d'un projet de société, le début d'une histoire qui sera racontée avec fierté dans quelques décennies. C'était un pas important.

Est-ce que le projet a besoin d'être bonifié et amélioré? Oui, de façon continue. Ce travail a déjà commencé. Un exemple concret? Dans le cadre légal actuel, l'UOF peut offrir tout programme en sciences sociales, humanités et commerce. Par contre, le gouvernement a donné le feu vert à ce que l'UOF développe un projet de baccalauréat en éducation, un secteur qui est en très haute demande.

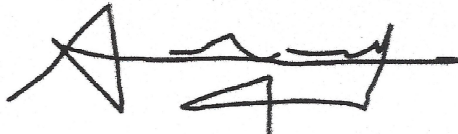
L'institution commence avec quatre programmes qui détonnent de la programmation universitaire traditionnelle. Elle élargira sa programmation au fil des ans, les deux prochaines phases de l'UOF prévoyant des programmes de formation plus conformes à ce qui se voit dans d'autres universités.

Si tu as des idées sur le postsecondaire en français ou sur l'UOF, nous aimerions que tu nous envoies un courriel à [commentaires@etatsgeneraux.ca](mailto:commentaires@etatsgeneraux.ca). Ça nous fait toujours plaisir de te lire et ça nous aide dans notre travail. Seul, on va vite. Ensemble, on va plus loin.

Bâtissons ensemble l'Université de l'Ontario français et ils viendront! Nous le croyons toujours. Donnons lui chance de bien s'établir, elle nous rendra fière pour les années à venir !



Fiona Labonté, présidente de la FESFO



Ephrem Porou, président du RÉFO



Carol Jolin, président de l'AFO